



Résumé des résultats de l'étude de WIEGO « La crise de la COVID-19 et l'économie informelle à Dakar » : impacts durables et agenda de redressement

Présentation à la presse le mardi 1er mars 2022

Ce rapport présente les résultats de la deuxième phase de la recherche afin d'évaluer comment les travailleur-euse-s vivaient la résurgence de la COVID-19 et les tensions économiques actuelles, et dans quelle mesure (le cas échéant) ces travailleur-euse-s s'étaient rétabli-e-s. Cette étude a été menée dans 12 villes à travers le monde en mi-2020 et mi-2021. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes auprès des travailleur-euse-s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleur-euse-s et d'autres informateur-trice-s clé-e-s, menés par téléphone et en personne.

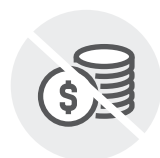
Concernant les récupérateur-trice-s de Mbeubeuss, l'étude révèle qu'un an et demi après le début de la pandémie :



Travailleur-euse-s essentiell-e-s mais non reconnu-e-s. Historiquement, et surtout pendant la pandémie, les récupérateur-trice-s ont contribué, avec leur travail, à la santé publique et à la gestion des déchets en récupérant des matériaux recyclables et, ce faisant, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, la réforme du système de gestion de déchets, promue par le Projet de Promotion de la Gestion Intégrée et de l'Économie de Déchets Solides du Sénégal (PROMOGED), ne les inclut pas en tant que parties prenantes dans la prise de décisions et ne leur offre pas non plus de garanties à la sécurisation de leurs moyens de subsistance.



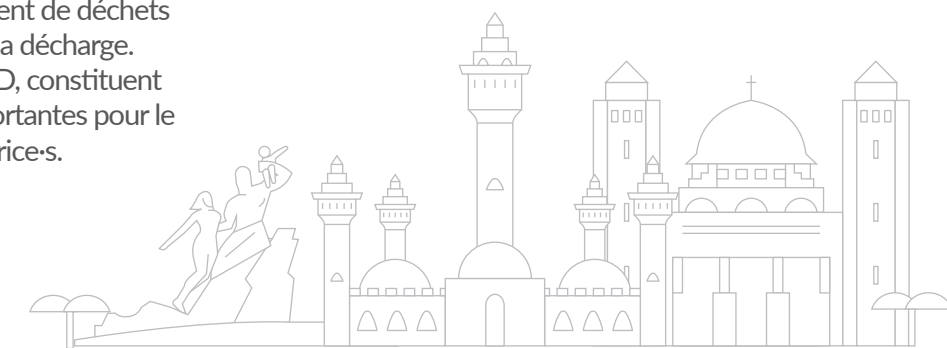
Économie de survie. Face à la pandémie, pour continuer à travailler, les récupérateur-trice-s sont forcé-e-s à prendre des risques croissants, dans un contexte où leurs revenus n'ont pas encore atteint les niveaux d'avant la COVID-19, leurs économies ont été épuisées et leur accès à d'autres ressources est limité. L'impact a été dévastateur pour les ménages des ces travailleur-euse-s. Sans accès à des appuis, sans l'accompagnement de la part du gouvernement et sans l'extension de la protection sociale, leurs possibilités de se remettre seront minimales.



Impacts économiques structurels, pas temporels. Bien que la COVID-19 ait eu un impact sur leurs capacités de travailler et de générer des revenus, la plupart des problèmes vécus par les récupérateur-trice-s sont structurels, approfondis par les mesures mises en place par l'Unité de Coordination de la gestion de déchets solides (UCG), qui ont déjà provoqué des altérations dans la chaîne d'approvisionnement de déchets et dans l'organisation de la décharge. Ceci, avec le PROMOGED, constituent les menaces les plus importantes pour le travail des récupérateur-trice-s.



Une crise avec une dimension de genre. Depuis le début de la pandémie, il est devenu évident que, pour les récupératrices, il s'agit d'un choc durable à plusieurs volets : elles sont confrontées à des obstacles croissants dans leur travail et voient leurs revenus diminuer ; à des conditions de travail plus précaires ; et aussi à une augmentation des responsabilités ménagères non-rémunérées, en particulier celle de la garde d'enfants, qui leur empêchent de travailler.



Même si Mbeubeuss restait ouverte, 67 % des récupérateur·trice·s déclarent qu'il est maintenant plus difficile d'accéder aux recyclables. Le facteur qui empêche le plus le travail de récupérateur·trice·s sont les chocs de la chaîne d'approvisionnement causés par les mesures mises en place par l'UCG et des préparatifs pour l'implémentation du PROMOGED, y compris **la déviation de matériaux recyclables de la décharge à travers de l'installation de conteneurs à Dakar, la création de stations de transfert de déchets, la collecte de déchets pendant les nuits.**

Les revenus typiques n'ont pas encore récupéré les niveaux qu'avant la COVID-19. Et même si, en moyenne, trois personnes contribuent aux revenus du ménage, presque 8 participant·e·s sur 10 ont dit que leurs revenus ménagers avaient diminué par rapport à la période avant la COVID-19 (Pour les femmes la proportion était de 9 récupératrices sur 10). Et 49 % des répondant·e·s ont épuisé leurs économies (63 % pour le cas des femmes).

Un tiers des revenus des récupérateur·trice·s est dédié à couvrir les coûts de leur profession.

56 % des récupérateur·trice·s ont dit avoir souffert de faim dans leur ménages et 46 % ont dit avoir réduit leur consommation alimentaire au cours des 12 derniers mois.

7 récupératrices sur 10 ont exprimé que l'augmentation de leurs responsabilités ménagères pendant la pandémie les ont empêchées d'aller au travail ou de travailler le même nombre d'heures par rapport à février 2020.

Assurer une transition juste : les moyens de subsistance de tous·toutes les récupérateur·trice·s qui travaillent à la décharge de Mbeubeuss doivent être assurés avec la transformation du système de gestion de déchets et leur coopérative doit être incluse dans le PROMOGED.

Reconnaissance : le système de gestion des déchets devrait être structuré en reconnaissant le travail des récupérateur·trice·s comme acteurs dans la chaîne. Les aménagements dans la gestion de déchets doivent être faits de concert avec les récupérateur·trice·s pour assurer leur participation effective dans les espaces de pilotage et de suivi du PROMOGED et pour garantir véritablement la sécurisation de leurs moyens de subsistance.

Accompagnement et appui : les récupérateur·trice·s ont besoin d'appuis et d'accompagnement de leurs initiatives organisationnelles de la part des autorités locales et nationales pour aboutir à la consolidation de leur insertion dans le nouveau système de gestion de déchets, tout en tenant compte de leurs besoins et de leur situation.

Ne pas nuire : pendant la transition, les autorités devraient réviser les mesures et pratiques mises en place par l'UCG dans le système de gestion de déchets en préparation pour le PROMOGED, étant donné qu'elles ont déjà eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des récupérateur·trice·s de Mbeubeuss, ce qui a exacerbé les répercussions de la COVID sur leurs ménages.

L'intégralité des résultats de l'étude menée à Dakar est consultable sur le site internet de WIEGO :

À propos de WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez

